

Viaducs: Québec fait fausse route, assure le président de l'Association des ingénieurs

Saint-Arnaud, Pierre

PC

QUÉBEC - Les 300 millions \$ que le gouvernement Charest veut injecter pour la réfection des viaducs ne serviront qu'à endetter davantage le Québec pour soutenir la réélection des libéraux, soutient le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ).

Michel Gagnon ajoute même que les fonds supplémentaires risquent davantage de causer d'importants problèmes de gestion des chantiers.

Il indique que les ingénieurs gouvernementaux ont clairement expliqué au ministre des Transports, Michel Després, qu'il pouvait atteindre ses objectifs en matière de réfection des structures à partir du budget actuel en réaffectant vers la réfection de viaducs une part des sommes destinées à la construction de nouvelles routes. Il estime qu'il est plus logique de remettre le réseau existant en bon état avant de l'étendre.

À leur arrivée au pouvoir, en 2003, les libéraux avaient réduit l'enveloppe du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, qui était passée de 1,4 milliard \$ à 969 millions \$, selon M. Gagnon. Depuis ce temps, le Fonds a été progressivement rehaussé et devait revenir à 1,4 milliard \$ en 2007-08. Les 300 millions \$ supplémentaires porteront l'enveloppe à 1,7 milliard \$.

M. Gagnon fait de plus valoir que la réduction de personnel au ministère rendra la gestion de tous ces chantiers difficile, voire impossible.

"J'ai parlé à mes gens et ils ne voient pas comment ils vont pouvoir gérer ça. C'est un gros saut. En 2003-2004, on était à 900 millions \$ et on va passer en quelques années à 1,7 milliard \$. On double, pratiquement. Les effectifs, eux, ne suivent pas", a dit lundi le leader syndical.

"Il y a une logique de guerre qu'on ne comprend pas. (...)

On est même pas sûrs qu'on va être en mesure de dépenser ce 300 millions \$ de plus", a-t-il ajouté.

Bien qu'il soit possible de faire appel au secteur privé, Michel Gagnon rappelle que l'industrie du génie-conseil est elle-même débordée en raison d'une rareté d'ingénieurs civils et qu'en conséquence, il en coûte de plus en plus cher de faire appel à ses services.

Une attachée de presse du ministre Després a pour sa part fait valoir que le nombre d'ingénieurs au ministère des Transports a augmenté depuis l'accession au pouvoir des libéraux. Selon Josée Delisle, le nombre d'ingénieurs est ainsi passé de 479 en 2003 à 485 selon les plus récentes données.

Quoi qu'il en soit, M. Gagnon estime que ce dont le ministère manque le plus, ce ne sont pas des ingénieurs mais bien des techniciens en génie.

M. Gagnon déplore aussi qu'il ait fallu l'effondrement du viaduc de la Concorde, à Laval, pour que le gouvernement s'attaque au problème de remise en état des viaducs. Il note toutefois que le mandat de la commission présidée par Pierre Marc Johnson se limite aux structures du même type - dont seulement quatre ont été érigées au Québec et qu'on ne construit plus depuis 15 ans.

Or, deux de ces structures ont été détruites et les deux autres renforcées, de sorte que le rapport d'enquête n'aura, à son avis, que peu d'utilité en bout de ligne.

"On va avoir une commission Johnson qui enquête sur un seul viaduc, qui est celui de la Concorde, et qui va venir nous dire que des ouvrages comme celui-là, il ne faut pas en faire, alors que ça fait 15 ans qu'on n'en fait plus. (...)

À quoi ça va servir tout ça. Ça va servir aux élections", a dit M. Gagnon.

(c) 2007 La Tribune (Sherbrooke, Qc). Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20070116-TB-0038

PUBLI-C news-20070116-TB-0038

Ce certificat est émis à **Michel Gagnon** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2014-08-07**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.